

Avant-propos

POUR UNE HISTOIRE RÉVOLUTIONNAIRE

Franz Mehring, auteur réputé d'une biographie de Marx et d'une histoire de la social-démocratie allemande, compagnon d'armes de Rosa Luxemburg, soulignait en 1896 - dans *Die Neue Zeit* - toute l'importance que revêt pour le mouvement ouvrier la réappropriation de son propre passé

“C'est un avantage qu'a le prolétariat, par rapport à tous les autres partis, de pouvoir puiser sans cesse de nouvelles forces dans l'histoire de son propre passé pour mener la lutte du présent et atteindre le nouveau monde du futur.”

L'existence d'une véritable “mémoire ouvrière” traduit cet effort constant du mouvement ouvrier et révolutionnaire révolutionnaire, de se réapproprier son propre passé. Cette réappropriation est indissociablement liée à l'autodéveloppement de la conscience de classe, qui se manifeste pleinement dans des luttes massives du prolétariat. Et Mehring notait dans le même article que “comprendre c'est dépasser” (*aufheben*), dans le sens de conserver et d'assimiler les éléments d'un passé qui portent en germe le futur d'une classe historique porteuse du “nouveau monde du futur”. Ainsi, on ne peut guère comprendre l'émergence de la Révolution russe de 1917 sans les expériences de la

Commune de Paris et de 1905.

Considérant que l'histoire du mouvement ouvrier ne peut se réduire à une suite d'images d'Epinal, faisant revivre de façon colorée un passé révolu, et encore moins à d'ennuyeuses études académiques où "le passé du mouvement ainsi minutiarisé en des études minutieuses, pédantes, privées de toute perspective générale, isolées de leur contexte, n'est susceptible de susciter qu'un intérêt fort limité" (Georges Haupt, *L'Historien et le mouvement social*, Maspéro, Paris, 1980), nous avons fait le choix dans notre travail d'aborder l'histoire du mouvement révolutionnaire germano-hollandais en tant que praxis. Nous faisons nôtre cette définition donnée par G. Haupt : Considérée comme l'expression d'un 'matérialisme militant', cette praxis se définit comme un "laboratoire d'expériences, d'échecs et de succès, champ d'élaboration théorique et stratégique, où rigueur et examen critique s'imposent pour fixer la réalité historique et par là même découvrir ses ressorts cachés, pour inventer donc innover à partir d'un moment historique perçu comme expérience".

Pour le mouvement ouvrier révolutionnaire, l'histoire de son propre passé n'est pas "neutre". Elle implique une constante remise en question et donc une assimilation critique de son expérience passée.

Le bouleversement révolutionnaire dans la praxis du prolétariat est soutenu finalement par un bouleversement en profondeur de la conscience de classe (*Klassenbewusstsein*). Seul l'examen critique du passé, sans dogmes ni tabous, peut redonner au mouvement ouvrier révolutionnaire cette dimension historique caractéristique d'une classe ayant une finalité : celle de l'humanité tout entière. Rosa Luxemburg définissait ainsi la méthode d'investigation par le mouvement ouvrier de son propre passé :

"Il n'existe pas de schéma préalable, valable une fois pour toutes, pas de guide infaillible pour lui

montrer (au prolétariat) les voies sur lesquelles il doit s'engager. Il n'a pas d'autre maître que l'expérience historique. Le chemin de croix de sa libération n'est pas pavé seulement de souffrances sans bornes, mais aussi d'erreurs innombrables. Son but, sa libération, il l'atteindra s'il sait tirer l'enseignement de ses propres erreurs." (Rosa Luxemburg, *La Crise de la social-démocratie*; citée par G. Haupt, *L'historien et le mouvement social*, Maspéro, 1980, p. 37.)

L'histoire du mouvement ouvrier, comme praxis, souffre d'une discontinuité théorique et pratique; mais, au contact de l'expérience historique nouvelle, elle se présente aussi comme, une tradition jouant un rôle mobilisateur de la conscience ouvrière et alimentant sa mémoire collective. Si souvent, elle joue un rôle conservateur dans l'histoire du prolétariat, elle conserve - dans le sens de protéger - néanmoins d'immenses acquis théoriques et organisationnels. Ainsi, la discontinuité et la continuité sont les deux faces indissociables de l'histoire politique et sociale de ce mouvement.

Les courants communistes de gauche, issus de la III^e Internationale, comme la Gauche italienne "bordiguiste", d'un côté, et la Gauche communiste hollandaise de Gorter et Pannekoek, de l'autre, n'ont pas échappé à la tentation de se situer unilatéralement dans la continuité ou la discontinuité du mouvement ouvrier. Le courant "bordiguiste" s'est limité à l'affirmation d'une "invariance" du marxisme depuis 1848, une "invariance" de la "théorie communiste" depuis Lénine. Le courant "conseilliste" des années 1930 à aujourd'hui, par contre, a plutôt nié toute continuité dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire. Sa théorie du *Nouveau mouvement ouvrier* rejetait dans le néant "l'ancien" mouvement ouvrier du 19^e siècle dont l'expérience était jugée négative pour l'avenir. Entre ces deux attitudes extrêmes, se situaient le KAPD de Berlin et *Bilan*, la revue de la Fraction italienne en exil en France et en Belgique dans les années trente. Les deux courants, allemand et italien, tout en innovant théoriquement, et en marquant la discontinuité entre le nouveau mouvement révolutionnaire des années 20 et 30 et celui qui précéda (social-démocratie) la guerre de 1914-1918, ne rejetaient pas la continuité du mouvement marxiste. Toutes ces hésitations montrent la difficulté à saisir le

courant des gauches communistes dans sa continuité et sa discontinuité, c'est-à-dire la conservation et le dépassement des acquis.

Les difficultés d'une histoire du mouvement communiste de gauche et communiste des conseils ne tiennent pas seulement au dépassement critique de leur propre histoire. Elles sont surtout le produit d'une histoire, tragique, qui depuis plus de soixante années, s'est traduite par la disparition des traditions révolutionnaires du mouvement ouvrier, qui avaient pris essor depuis 1905 en Russie jusqu'à la Révolution en Allemagne. Une sorte d'amnésie collective a semblé frapper la classe ouvrière, sous l'effet de défaites successives et répétées culminant avec la Deuxième guerre mondiale. Celle-ci a détruit des générations maintenant vivantes les expériences vécues de lutte révolutionnaire et le fruit de décennies d'éducation socialiste. Navigant de conserve avec le nazisme et les prétendues "démocraties" - le stalinisme a parachevé la contre-révolution la plus profonde qu'ait connue le mouvement ouvrier de Noske à Hitler. Le stalinisme a réussi le mieux à gommer cette mémoire collective, indissociable d'une conscience de classe. L'histoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire de gauche dans le Komintern, est devenue un enjeu majeur : celui de falsifications idéologiques au service du capitalisme d'Etat russe, puis des Etat dits de "démocratie populaire" après 1945. Toute histoire devenait la glorification cynique du Parti unique au pouvoir et de son appareil de terreur. Sous couvert "d'internationalisme", l'histoire officielle, "révisée" au fur et à mesure des règlements de comptes, épurations et "tournants" successifs, distillait un discours de propagande nationaliste, de justification du bellicisme, de la terreur et des instincts les plus bas et les plus morbides.

Il vaut la peine de citer encore l'historien Georges Haupt, qui s'est fait connaître par la probité de ses travaux sur la II^e et la III^e Internationale :

"A l'aide de falsifications inouïes, foulant aux pieds et méprisant les réalités historiques les plus

élémentaires, le stalinisme a méthodiquement gommé, mutilé, remodelé le champ du passé pour le remplacer par sa propre représentation, ses mythes, son autoglorification. L'histoire du mouvement ouvrier international se fige elle aussi en une collection d'images mortes, truquées, vidées de toute substance, remplacées par des copies maquillées où le passé se reconnaît à peine. La fonction que le stalinisme assigne à ce qu'il considère et déclare être l'histoire, et dont la validité sera imposée au mépris de toute vraisemblance, exprime une peur profonde de la réalité historique qu'il s'efforce de masquer, tronquer, déformer systématiquement pour en faire le terrain du conformisme et de la docilité. A l'aide d'un passé imaginaire, fétichisé, privé des éléments rappelant la réalité, le pouvoir cherche non seulement à obstruer la vision du réel mais à tétaniser la faculté de perception elle-même. D'où la nécessité permanente d'anesthésier, de pervertir la mémoire collective, dont le contrôle devient total du moment que le passé se voit traiter en secret d'Etat et l'accès aux documents est interdit."

Enfin, vint Mai 1968. Le surgissement d'un mouvement social d'une telle ampleur, qui parcourut le monde de la France à la Grande-Bretagne, de la Belgique à la Suède, de l'Italie à l'Argentine, de la Pologne à l'Allemagne. Cette période de luttes ouvrières de 1968 à 1974 a favorisé la recherche historique sur les mouvements révolutionnaires du XXe siècle, en Allemagne, Italie, France, Grande-Bretagne. Il y eut une montagne de livres, dont le souvenir est maintenant estompé. Le "fil rouge" d'une continuité historique entre le passé lointain des années 20 et la période de Mai 1968, apparut évidente à ceux qui ne se laissaient pas abuser par le côté spectaculaire de la révolte étudiante. Le mouvement ouvrier semblait renaître de ses cendres. L'effet en fut la réanimation d'une mémoire de et dans l'histoire : anesthésiée, endormie pendant près de 40 années, dans un enthousiasme confus, les références historiques révolutionnaires sortaient spontanément et dans une joyeuse profusion de la bouche d'ouvriers et d'étudiants qui parcouraient les rues de Paris et fréquentaient les Comités d'actions, antisyndicaux. Et ces références, ce n'étaient pas les historiens et sociologues qui les leur soufflaient à l'oreille. La mémoire collective ouvrière évoquait - souvent de façon confuse, et dans la

confusion des événements - toute l'histoire du mouvement ouvrier, ses principales étapes : 1848, la Commune de Paris, 1905, 1917, mais aussi 1936, qui en était l'antithèse avec la constitution du Front populaire. C'est à peine si était évoquée l'expérience décisive de la Révolution allemande (1918-1921). L'idée des conseils ouvriers, plus positive que celle des soviets avec leur masse indistincte d'ouvriers, de soldats et paysans, manipulés par les bolcheviks et leurs adversaires, apparaissait de plus en plus dans les discussions de la rue et dans les comités d'action nés de la vague de grève généralisée.

Le ressurgissement sur la scène sociale, et donc historique, d'une classe qui était déclarée par certains sociologues, "intégrée" et "embourgeoisée", a largement favorisé la recherche sur l'histoire des mouvements révolutionnaires des années 1920 et 1930. Des études, trop rares, ont été consacrées (cf. bibliographie) aux courants de gauche des IIe et IIIe Internationales. Les noms de Gorter et Pannekoek, les sigles KAPD et GIC, à côté de ceux de Bordiga et Damen, sont devenus plus familiers aux éléments se déclarant "ultra-gauche" (terme peu clair) ou plutôt "communistes internationalistes". La chape de plomb du stalinisme était soulevée. Mais d'autres formes, plus insidieuses, de troncature et de déformation de l'histoire du mouvement révolutionnaire sont apparues, avec le déclin du stalinisme. Une historiographie de type social-démocrate, "léniniste", trotskyste, ou purement universitaire - suivant l'air du temps est apparue, dont les effets sont tout aussi pervers que ceux du stalinisme. L'historiographie social-démocrate, comme la stalinienne, a essayé d'anesthésier et de gommer tout le côté révolutionnaire du mouvement communiste de gauche, pour le réduire à une "chose morte" du passé. Souvent, les critiques de la Gauche communiste à la social-démocratie ont soigneusement été gommées, de façon à en rendre l'histoire tout à fait inoffensive. L'historiographie gauchiste, léniniste et trotskyste en particulier, a pratiqué le mensonge par omission, en évitant soigneusement de trop parler de courants révolutionnaires "trop à gauche". Beaucoup d'entre eux, quand il fallait inévitablement en parler, les mentionnaient au passage en leur collant l'étiquette - se voulant infamante - d'"ultragauche sectaire", et renvoyaient à la

sacro-sainte critique de "l'infantilisme de gauche" par Lénine. Une méthode longtemps pratiquée d'ailleurs par l'historiographie stalinienne. L'histoire devenait celle de leur propre autojustification, un instrument de légitimation. Citons de nouveau ce qu'écrivait l'historien Georges Haupt, à propos de l'historiographie de cette "nouvelle gauche" :

"Il y a une décennie à peine, la "nouvelle gauche" antiréformiste et antistalinienne, censeur sévère de l'histoire universitaire quelle rejette comme bourgeoise, affichait une attitude "traditionnelle" envers l'histoire, retombant dans les mêmes ornières que les staliniens et les social-démocrates en coulant le passé dans le même type de moules. Ainsi les idéologues de l'opposition extraparlamentaire dans les années soixante en Allemagne, eux aussi se sont employés à rechercher leur légitimité dans le passé. Ils ont traité l'histoire comme un gros gâteau dont chacun pouvait retrancher un morceau selon son goût ou son appétit. Erigée en source de légitimité et utilisée comme instrument de légitimation, l'histoire ouvrière reste une sorte de dépôt d'accessoires, de déguisements, où chaque fraction, chaque groupuscule trouve sa référence justificatrice, utilisable pour les besoins du moment." (Georges Haupt, op. cit., p. 32.)

Des courants révolutionnaires, comme le "bordiguisme" ou le "conseillisme", parce qu'ils n'ont pas échappé au danger du sectarisme, ont fait eux aussi de l'histoire du mouvement révolutionnaire une source de légitimation de leurs conceptions. Au prix d'une déformation de l'histoire réelle, ils ont opéré un soigneux découpage, écartant toutes les composantes du mouvement révolutionnaire qui n'entraient pas dans leur moule théorique. L'histoire de la Gauche communiste n'était plus celle de l'unité et de l'hétérogénéité de ses composantes, une histoire complexe à écrire dans toute sa dimension internationale, pour mieux en montrer la singularité. Elle devenait celle de courants antagonistes et rivaux : les "élus" d'un côté; les "damnés" de l'autre. Les "bordiguistes" ignoraient superbement l'histoire des Gauches communistes hollandaise et allemande. Quand ils en parlaient, c'était toujours avec mépris, et comme les trotskystes, ils renvoyaient à la critique "définitive" de

Lénine de l'infantilisme de gauche. Ils gommaient soigneusement qu'en 1920 Bordiga, tout comme Gorter et Pannekoek, avait été condamné par Lénine comme "infantile", pour le même rejet du parlementarisme et de l'entrée du PC britannique dans le *Labor Party*. L'historiographie "conseilliste" eut une attitude similaire, quoique moins arrogante; pêchant surtout par son silence sur des courants jugés trop "léninistes".

Glorifiant l'histoire du KAPD et des *Unionen* - qu'elle réduisait le plus souvent à ses courants "anti-autoritaires" et anarchisants, comme celui de Rühle - et celle du GIC, elle ignorait non moins superbement l'existence du courant de Bordiga, de la Fraction italienne autour de *Bilan* dans les années 1930. Ce courant était rejeté de façon simpliste dans le même sac que le "léninisme". Elle gommait aussi, avec un zèle non moins grand que celui des bordiguistes, les différences énormes entre la Gauche hollandaise de 1907 à 1927, revendiquant une organisation politique, et le conseillisme des années 30. L'itinéraire de Pannekoek d'avant 1921 comme après 1927 était pour le "conseillisme" parfaitement droit. Le communiste de gauche Pannekoek d'avant 1921 était "revisité" à la lumière de son évolution communiste des conseils.

Outre le sectarisme de ces historiographies bordiguiste et conseilliste, on doit souligner l'optique étroitement nationale de ces courants. En réduisant l'histoire du mouvement révolutionnaire à une composante nationale, choisie en fonction d'un "terroir" d'origine, ces courants ont manifesté une étroitesse nationale et un fort "esprit de clocher". Le résultat fut que la dimension internationale de la Gauche communiste a été gommée. Le sectarisme de ces courants est inséparable de leur propre localisme, qui trahit la soumission inconsciente à des caractéristiques nationales, aujourd'hui révolues.

Après la chute du mur de Berlin (1989) et du capitalisme d'Etat russe, l'ouverture des archives de l'ex-URSS (Archives du Komintern) et des feues "démocraties populaires" a rendu plus aisé d'écrire l'histoire des gauches communistes : matériaux abondants, plus grande facilité d'accès, avec des

moyens techniques plus rapides (Internet).

Pourtant, un danger menace l'histoire du mouvement révolutionnaire. Le danger est moins la déformation ou la "désinformation" qu'une pression idéologique énorme. Cette pression va dans le sens d'une diminution notable des études et des recherches, dans le cadre universitaire, sur l'histoire du mouvement ouvrier. Pour s'en rendre compte, il suffit de citer les conclusions de la revue *Le Mouvement social* (n° 142, janvier-mars 1988), revue française connue pour ses recherches sur l'histoire du mouvement ouvrier. Un historien (J.L. Robert) notait il y a 10 ans (et cela est encore plus valable aujourd'hui) une baisse sensible, dans cette revue, des articles consacrés au mouvement ouvrier et aux partis et organisations politiques s'en réclamant. Il constatait une "baisse tendancielle de l'histoire politique 'pure' : 60 % des articles au début, 15 % aujourd'hui", et surtout "une tendance au déclin de l'étude du mouvement ouvrier" : 80 % des articles, il y a 20 ans, 20 % aujourd'hui. Depuis les années 80, on assiste à une baisse sensible des études sur le communisme en général, sauf quand il s'agit de biographies (Tito, Togliatti, Trotsky, etc.) ou d'études à scandales, qui se sont multipliées depuis l'ouverture des Archives de Moscou. Signe plus inquiétant d'une pression idéologique - l'auteur notait qu'une "prépondérance ouvrière (dans cette revue) (était) lentement grignotée par la montée de la bourgeoisie". Et il concluait par une hausse des études consacrées à l'histoire de la bourgeoisie et des couches non ouvrières. L'histoire du mouvement ouvrier cédait de plus en plus la place à celle de la bourgeoisie - voire celle de la noblesse, qui fait fureur aujourd'hui - et de l'histoire économique tout court.

Ainsi, après toute une période où furent écrites des études sur le mouvement ouvrier et révolutionnaire, dont les limites étaient les semi-vérités et les demi-mensonges répétés, le gommage de l'histoire de toute dimension révolutionnaire, on assista à une période de réaction. Même "neutre", accommodée au goût du jour, même anesthésiante, l'histoire du mouvement ouvrier, surtout quand elle est révolutionnaire, apparaît "dangereuse" pour l'idéologie dominante. C'est que l'histoire du

mouvement révolutionnaire sent le soufre et la poudre. Comme praxis, elle est lourde de leçons subversives. Elle remet en cause toutes les idéologies de l'extrême droite à la prétendue "extrême gauche". Elle est "une arme de la critique", laquelle - affirmait Marx - peut se changer en "critique des armes". On peut citer à ce propos le même Georges Haupt :

"... l'histoire est un terrain explosif, dans la mesure où la réalité des faits ou les expériences d'un passé souvent escamoté sont susceptibles de remettre en question toute prétention à la représentation unique de la classe ouvrière. Car l'histoire du monde ouvrier touche le fondement idéologique sur lequel s'appuient tous les partis à vocation d'avant-garde pour maintenir leurs visées hégémoniques." (p. 38, idem)

Cette histoire de la Gauche communiste germano-hollandaise va à contre-courant de l'historiographie actuelle. Elle ne vise pas une pure histoire sociale de ce courant. Elle veut être une histoire politique, redonnant vie et actualité à tous les débats politiques et théoriques qui s'y développèrent. Elle veut replacer dans un cadre international l'histoire de cette Gauche. Elle se veut surtout une histoire critique, pour en montrer, sans a priori ni anathème, les lignes de force et de faiblesse. Elle n'est ni une apologie ni un rejet du courant communiste germano-hollandais. Elle est enfin totalement étrangère à l'idée d'une "histoire officielle" ou "histoire de parti", conception qui avait cours dans la social-démocratie et le Komintern. Elle s'écarte donc d'une justification a posteriori de tel parti ou tel groupuscule.

Bien qu'écrite dans un cadre universitaire (thèse, 1988), cette histoire est, pour reprendre l'expression de Mehring, une histoire-praxis, une histoire "pour mener la lutte du présent et atteindre le nouveau monde du futur".

Cette histoire n'est donc pas impartiale. Nous ne dissimulons pas nos sympathies et antipathies. Mais

par dessus tout, nous visons à la vérité des faits. Cette vérité ne peut être que révolutionnaire.

Nous ne partageons nullement les positions politiques de Trotsky, mais nous avons fait nôtres les réflexions de l'auteur de *l'Histoire de la Révolution russe* sur l'objectivité d'une histoire révolutionnaire :

“Le lecteur n'est pas, bien entendu, obligé de partager les vues politiques de l'auteur, que ce dernier n'a aucun motif de dissimuler. Mais le lecteur est en droit d'exiger qu'un ouvrage d'histoire constitue non pas l'apologie d'une position politique, mais une représentation intimement fondée du processus réel de la révolution. Un ouvrage d'histoire ne répond pleinement à sa destination que si les événements se développent, de page en page, dans tout le naturel de leur nécessité....”

“Le lecteur sérieux et doué de sens critique n'a pas besoin d'une impartialité fallacieuse qui lui tendrait la coupe de l'esprit conciliateur, saturée d'une bonne dose de poison, d'un dépôt de haine réactionnaire, mis il lui faut la bonne foi scientifique qui, pour exprimer ses sympathies, ses antipathies, franches et non masquées, cherche à s'appuyer sur une honnête étude des faits, sur la démonstration des rapports réels entre les faits, sur la manifestation de ce qu'il y a de rationnel dans le déroulement des faits. Là seulement est possible l'objectivité historique, et elle est alors tout à fait suffisante, car elle est vérifiée et certifiée autrement que par les bonnes intentions de l'historien - dont celui-ci donne d'ailleurs la garantie - mais par la révélation de la loi intime du processus historique.”

Le lecteur conviendra - nous l'espérons - que nous avons visé cette bonne foi scientifique, sans dissimuler nullement nos convictions et nos espoirs

(1988 et 1998)
Philippe Bourrinet.